



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas portant, en application de
l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur le projet de révision selon modalités simplifiées n°1 du
plan local d'urbanisme de la commune de Rochechouart (87)**

n°MRAe : 2017DKNA247

dossier KPP-2017-5577

**Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Nouvelle-Aquitaine**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 et suivants et R. 104-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 14 juin 2016 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par le maire de Rochechouart, reçue le 31 octobre 2017, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion de la révision selon modalités simplifiées n°1 du plan local d'urbanisme de Rochechouart ;

Vu l'avis P-2017-5285¹ rendu par l'Autorité environnementale le 22 octobre 2017 et relatif à la qualité de l'étude d'impact ainsi qu'à la prise en compte de l'environnement par le projet d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Rochechouart ;

L'Agence régionale de santé ayant été consultée le 6 novembre 2017 ;

Considérant que la commune a engagé la révision selon modalités simplifiées n°1 du PLU afin de permettre l'extension de l'activité de stockage de déchets inertes de la société Smurfit-Kappa au lieu-dit Cramaud ; que pour ce faire, la commune prévoit l'extension du secteur UX, dédié aux activités, sur une superficie de

1 Publié à l'adresse : <http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/projets-avis-rendus-r1419.html>

7,75 ha, au détriment de la zone naturelle N ; qu'en outre, le projet procède à un redéploiement de certains espaces boisés classés afin de maintenir une cohérence entre ces espaces et leur rôle de protection paysagère ;

Considérant que le site retenu n'est concerné par aucune protection réglementaire ou aucune mesure d'inventaire des milieux naturels ; que si le dossier de révision selon modalités simplifiées ne présente aucune information supplémentaire sur les milieux présents, les données issues de l'étude d'impact permettent de s'assurer du moindre impact des choix retenus par la municipalité ;

Considérant ainsi qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire, et en l'état actuel des connaissances, que le projet de révision selon modalités simplifiées n°1 du plan local d'urbanisme de Rochechouart soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, le projet de révision selon modalités simplifiées n°1 du plan local d'urbanisme de Rochechouart **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation Autorité environnementale du CGEDD <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> .

Fait à Bordeaux, le 20 décembre 2017

Le Président de la MRAe
Nouvelle-Aquitaine



Frédéric DUPIN

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le **recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale.**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.